



Extract of CIDR

<http://cidr.org/MALI-Donnees-generales-Situation,557.html>

MALI - Données générales - Situation intérieure - Politique extérieure

- Activités - Programmes de développement - Dossiers pays -

Publication date: lundi 21 juin 2010

Description:

Classé parmi les pays les moins avancés (59 % de la population sous le seuil de pauvreté), le Mali est vulnérable aux chocs extérieurs : invasions acridiennes, chute des cours du coton (2ème ressource d'exportation après l'or), hausse des cours du pétrole, dépréciation du dollar par rapport à l'euro et crise ivoirienne.

Copyright © CIDR - Tous droits réservés

Source : Ministères des Affaires Etrangères et Européennes

Dernière mise à jour : 27/04/10

Données générales

Données géographiques

Nom officiel : République du Mali

Superficie : 1 241 231 km²

Capitale : Bamako

Villes principales : Ségou, Sikasso, Mopti, Gao, Kayes

Langue officielle : Français

Langues courantes : Mandingue (bambara, malinke, dioula), tamasheq, poular, senoufo, bobo, songhaï

Monnaie : Franc CFA (100 FCFA = 0,15 euro)

Fête nationale : 22 septembre

Données démographiques 2008

Population : 12,7 M (Banque mondiale)

Densité : 10 habitants/km²

Croissance démographique : 3 % (Banque mondiale)

Espérance de vie : 54 ans (Banque mondiale)

Taux d'alphabétisation : 26 % (Banque mondiale)

Religion : Islam 90 %, animisme 9 %, christianisme 1 % (CIA World Factbook)

Groupes ethniques : Mandé (Bambara, Malinke, Soninke) 50 %, Peul 17 %, Voltaïque 12%, Songhaï 6%, Touareg et Maure 10 %, autres 5 % (CIA World Factbook)

Indice de développement humain : 178e sur 182 pays (PNUD, 2009)

Données économiques 2008

PIB : 8,78 Mds \$ (FMI)

PIB par habitant : 657 \$ (FMI)

Taux de croissance : 5 % (Banque mondiale)

Taux d'inflation : 13,6 % (Banque mondiale)

Solde budgétaire : - 23 M\$ (Banque de France)

Balance commerciale : - 28 M\$ (Banque de France)

Principaux clients : Chine, Thaïlande, Bangladesh, Australie (Economist Intelligence Unit)

Principaux fournisseurs : Côte d'Ivoire, Sénégal, Chine, France (EIU)

Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB : agriculture (36 %), industrie (24 %), services (40 %)

Exportations de la France vers le Mali : 221 MEuros (2009, Mission économique)

Importations françaises depuis le Mali : 7 MEuros (2009, Mission économique)

Consulat général de France : Bamako

Communauté française au Mali : 4 331 inscrits au 31 décembre 2009 (- 5 % par rapport à 2008)

Communauté malienne en France : Environ 80 000 dont 48 000 avec un titre de séjour en 2009 (MIINDS)

++++

Situation intérieure

Situation politique

- ▶ Après avoir renversé le dictateur Moussa Traoré en 1991, le général Amadou Toumani Touré (dit « ATT ») a conduit une transition démocratique exemplaire, conclue en 1992 par l'élection d'Alpha Oumar Konaré qui s'est appuyé sur l'ADEMA (Alliance pour la démocratie au Mali) durant ses deux mandats.
- ▶ En 2002, ATT a été élu à la présidence de la République. En dix ans, le Mali est devenu une référence de démocratie en Afrique, fondée sur une politique du consensus. Aucun parti ou coalition ne disposant de la majorité absolue au Parlement, le Président avait pu former un premier gouvernement d'union regroupant toutes les principales formations politiques. Une opposition a vu le jour à l'approche du scrutin présidentiel de 2007 avec la naissance du parti du président de l'Assemblée nationale, Ibrahim Boubacar Keita (IBK).
- ▶ Le président Touré, soutenu par une alliance de 44 partis, a été réélu le 29 avril 2007 dès le premier tour avec 71,20 % des voix. Les élections législatives organisées en juillet 2007 ont consacré la suprématie de la mouvance présidentielle, avec l'obtention de 127 sièges sur les 147 de l'Assemblée nationale.
- ▶ Si les élections ont à chaque fois été jugées par les observateurs nationaux et étrangers comme libres, sincères et transparentes, malgré quelques imperfections, on peut toutefois déplorer la faiblesse du taux de participation : 36% pour la présidentielle et 33% pour les législatives, chiffres qui traduisent le discrédit de la classe politique.
- ▶ Désormais, la vie politique se concentre peu à peu sur la perspective de l'élection présidentielle de 2012 à laquelle le Président ne pourra pas se présenter en vertu de la Constitution actuelle.

Situation économique

- ▶ Classé parmi les pays les moins avancés (59 % de la population sous le seuil de pauvreté), le Mali est vulnérable aux chocs extérieurs : invasions acridiennes, chute des cours du coton (seconde ressource d'exportation après l'or), hausse des cours du pétrole, dépréciation du dollar par rapport à l'euro et crise ivoirienne. L'économie malienne demande à être diversifiée. L'aide publique au développement s'élevait en 2008 à 960 M\$ (source OCDE).
- ▶ En dépit de la crise pétrolière et alimentaire, les résultats économiques ont été globalement satisfaisants en 2008, le Mali étant finalement relativement épargné par la récession mondiale. Tirée par le dynamisme des secteurs primaire et tertiaire ainsi qu'une bonne pluviométrie, la croissance a atteint 5,1 % en 2008. Le taux d'inflation a crû sensiblement du fait de l'envolée des cours mondiaux du pétrole et des denrées alimentaires, ressortissant à 7,5 % en 2008. Du fait des bonnes perspectives de la campagne cotonnière 2009-2010 et de la pluviométrie abondante, le taux de croissance devrait s'élever à 4,5 % en 2009. Ce taux de croissance est néanmoins en deçà des objectifs nationaux du Programme de développement économique et social et du Cadre stratégique de croissance et de réduction de la pauvreté (7 %) et ne va pas permettre une réduction significative de la pauvreté en raison d'un taux de croissance démographique de 3,6 %.
- ▶ Afin de restaurer la compétitivité de l'économie, les autorités maliennes doivent achever un certain nombre de réformes structurelles : restructuration des secteurs cotonnier (situation de la société cotonnière CMDT) et bancaire (Banque d'Habitat du Mali), réformes portant sur la gestion des finances publiques.
- ▶ En mars 2003, le Mali a franchi le point d'achèvement de l'initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTe). Les allègements de dettes consentis dans ce cadre et celui de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)

ont permis de ramener la dette à un niveau soutenable (le stock de dette s'établirait fin 2007 à 28% du PIB et 70% des exportations). L'effort d'annulation consenti par la France dans le cadre de PPTE et des initiatives bilatérales décidées lors des sommets de Dakar a dépassé les 500 MEuros.

++++

Politique extérieure

- ▶ Terre de passage, le Mali se situe entre deux zones géographiques et stratégiques distinctes, l'espace sahélo-saharien et l'Afrique subsaharienne. Entouré de 7 voisins, le Mali a développé une diplomatie sage et prudente, favorisant l'intégration régionale. Membre fondateur de l'UEMOA et de la CEDEAO, le Mali a été le premier à ratifier le projet d'Union africaine. Il est également membre du comité de mise en oeuvre du NEPAD et de la Communauté des Etats sahélo-sahariens (CEN-SAD). Des personnalités maliennes de premier plan ont exercé, ou exercent, un rôle important à la tête d'organisations clés du continent : l'ancien chef de l'Etat Konaré à la présidence de la Commission de l'Union africaine, ou Soumaïla Cissé à la tête de la Commission de l'UEMOA.
- ▶ Plutôt que de songer à exporter ses expériences spécifiques qui sont considérées en Occident comme exemplaires (transition démocratique de 1992), le Mali tente de sauvegarder la stabilité régionale (projet du président malien d'organiser une Conférence régionale sur la sécurité et le développement en zone sahélo-saharienne), ou en tout état de cause de se préserver des soubresauts des crises diverses qui affectent nombre de ses voisins directs (Côte d'Ivoire, Mauritanie, Niger, Guinée). Les questions de sécurité (trafics, terrorisme) sont désormais un enjeu majeur de la préservation de ses relations de bon voisinage, notamment avec les Etats les plus concernés, à savoir l'Algérie, la Mauritanie et le Niger.
- ▶ Le Mali a par ailleurs été un contributeur actif dans le domaine du maintien de la paix, qu'il s'agisse du renforcement des structures de prévention des conflits au sein de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ou de sa participation aux forces de maintien de la paix (RCA, Sierra Leone et Libéria).
- ▶ Les liens avec les Etats-Unis ont tendance à se raffermir. En novembre 2006, un accord de coopération de 460,8 millions de dollars sur cinq ans destiné à financer des aménagements de la zone de l'Office du Niger et de l'aéroport de Bamako-Sénou a été signé avec la Millenium Challenge Corporation. Les Etats-Unis souhaitent par ailleurs développer leur coopération militaire dans le Nord du Mali, région stratégique dans la lutte contre le terrorisme international.

Relations bilatérales

Relations politiques

- ▶ Le Mali et la France entretiennent des relations étroites et confiantes tant pour des raisons historiques, culturelles (avec notamment la Francophonie) que communautaires (la diaspora malienne en France est très importante).
- ▶ Les relations politiques sont excellentes, et comptent depuis 2002 de nombreuses visites bilatérales. Après une première visite officielle en 2002, le président Touré s'est rendu en France en octobre 2007, puis en novembre 2008 pour les Journées européennes du Développement à Strasbourg. Il a également été reçu par le Président de la République le 28 mai 2009.
- ▶ M. Kouchner, ministre des Affaires étrangères et européennes, s'est rendu au Mali en juin 2007 pour la cérémonie d'investiture du Président ATT (8 juin). Il a ensuite effectué une visite le 22 novembre 2008 et le 1er février 2010. En juillet 2007, le Secrétaire d'Etat à la coopération, M. Bockel, s'est rendu au Mali pour la signature de plusieurs projets FSP. M. Alain Joyandet s'est à son tour rendu à Bamako le 4 août 2009.
- ▶ Le président de la République Nicolas Sarkozy, accompagné du Ministre des Affaires étrangères et européennes et du Secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie, s'est rendu à Bamako le 24 février 2010 à

l'occasion de la libération de l'otage français Pierre Camatte.

Relations économiques

- ▶ Si la présence française au Mali est ancienne, elle a connu une expansion importante depuis le rétablissement du régime démocratique au début des années 1990. La France demeure aujourd'hui l'un des principaux partenaires économiques du pays, aux côtés du Sénégal et de la Chine. Les échanges entre la France et le Mali se sont élevés à 228 MEuros en 2009, comme en 2008 (227 MEuros). Au sein de l'UEMOA, le Mali conserve en 2009 son 4^e rang de partenaire commercial de la France, derrière la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Bénin. En l'absence de statistiques fiables, on peut estimer que la France se situe comme 4^e fournisseur du Mali, derrière le Sénégal, la Côte d'Ivoire et la Chine, très présente dans le secteur des BTP.
- ▶ La part française est faible dans les investissements étrangers au Mali, nos entreprises n'étant pas engagées dans le secteur minier. Les IDE français vers le Mali s'élèvent en 2007 à 5 MEuros. En 2008, on recense près de 60 filiales et sociétés à capitaux français. Employant un effectif global de 2 000 salariés, les filiales françaises sont très majoritairement basées à Bamako. La répartition de leur activité reflète le potentiel du marché malien : 55 % dans les services, 25 % dans l'industrie et 20 % dans le commerce.

Coopération culturelle, scientifique et technique

- ▶ En 2008, l'Aide Publique au Développement (APD) bilatérale française en faveur du Mali s'est élevée à 60 millions Euros (hors dette) soit près de 9 % de l'APD mondiale. La France est ainsi le 2^e bailleur bilatéral au Mali, après le Canada (74 MEuros) et devant les Pays-Bas et les Etats-Unis.
- ▶ La coopération française au Mali s'oriente autour des priorités fixées par le Document cadre de partenariat (DCP) signé le 7 juillet 2006. Afin de participer à la réalisation des objectifs du Millénaire, 3 secteurs de concentration ont été retenus (80 % des crédits y sont consacrés) : éducation et formation, eau et assainissement, et appui au secteur productif. Les priorités du gouvernement malien ont conduit depuis 2008 à porter l'accent sur le développement du secteur privé et à favoriser le développement solidaire. Conformément au DCP, le Ministère des affaires étrangères apporte son soutien au Mali selon 3 priorités transversales : la gouvernance et le développement local ; l'enseignement supérieur et la recherche ; la promotion de la diversité culturelle et de la francophonie.
- ▶ Dans le cadre du DCP, les moyens envisagés s'inscrivent dans une fourchette de 241 à 315 M Euros pour la période 2006-2010, soit 48 à 63 M Euros en moyenne annuelle.
- ▶ Les actions dans le domaine migratoire constituent également un axe de la coopération française au Mali, essentiellement à travers des projets du FSP « appui à la jeunesse » et le soutien à la création du Centre d'information et de gestion des migrations (CIGEM) inauguré le 6 octobre 2008 à Bamako par le ministre Brice Hortefeux. Un projet d'accord de gestion concertée des flux migratoires et de développement solidaire est en négociation.

Autres types de coopération

- ▶ Avec 150 jumelages, le Mali est le premier bénéficiaire de la coopération décentralisée française, qui représentait près de 7 M Euros en 2008. Limitée à l'origine à des actions à caractère humanitaire et à des échanges culturels, l'action des collectivités locales s'est progressivement étendue à des domaines variés : appui institutionnel et gouvernance locale, activités rurales, appui à l'artisanat. Compte tenu des enjeux de sécurité dans la zone sahélo-saharienne, le Mali bénéficie d'une aide de la France en matière de sécurité et de défense. Des actions visant à renforcer les capacités de souveraineté de l'Etat malien dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée ont été engagées en 2009, dans le cadre d'une approche régionale sur la sécurité dans la zone sahélo-saharienne (projet FSP « justice et sécurité en zone sahélo-saharienne »).
- ▶ Par ailleurs, le soutien apporté en matière de coopération militaire s'élève à près de 4 MEuros en moyenne

annuelle. Cette aide est notamment orientée sur la formation des élites avec le soutien à 3 Ecoles à vocation régionale (ENVR) dans le domaine du maintien de la paix, de l'administration et de la formation d'état-major.